



banque
du léman

Banque du Léman

Rapport de gestion
2019



SOMMAIRE

Message du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général	Page 4
Environnement économique	Page 8
Chiffres clés 2019 et perspectives 2020	Page 11
Gouvernance	Page 14
Indicateurs financiers	Page 24
Etats financiers au 31 décembre 2019	Page 25
Opinion d'audit	Page 48

INTRODUCTION



Alain DENIZOT
Président du Conseil d'administration



Pascal DUCHAINE
Directeur Général

Nous avons le plaisir de vous présenter le cinquième rapport annuel de la Banque du Léman portant sur l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Covid-19.

Nous ne pouvions commencer ce message sans évoquer la situation exceptionnelle que nous vivons tous actuellement. Alors que le monde est en train de connaître une crise sanitaire majeure, que l'économie mondiale vacille, et qu'ont jailli beaucoup d'inquiétudes légitimes sur l'avenir proche et à plus long terme, la Banque du Léman s'est organisée pour assurer la sécurité de ses collaborateurs mais également pour garantir à chacun de ses clients un accompagnement dans ses besoins bancaires au quotidien. Nous sommes confiants quant à la solidité financière de notre Banque, solidité qui sera sans conteste un atout majeur pour traverser cette période sans précédent.

Nous vivons des moments exceptionnels dont les conséquences ne sont pas encore connues à ce jour. Beaucoup d'enseignements devront être pris et sans doute une évolution de nos comportements à tous devra être faite. Ce qui est certain, c'est que les valeurs de proximité et d'humanité que notre Banque a toujours défendues n'en sont que renforcées. Passés cette crise, nous continuerons à être une banque proche de ses clients et soucieux de leur apporter ce dont ils ont besoin en termes de services bancaires tant au quotidien que dans leurs projets.

Nous adressons ici un message de soutien à tous nos collaborateurs mais également à nos clients, partenaires et fournisseurs dans ces moments difficiles. Prenez soin de vous et de vos proches.

2019, première année de la Saison 2 de la Banque.

L'année 2018 a été marquée par l'atteinte des objectifs clefs qui avaient été fixés dans le cadre du premier plan stratégique de la banque (2014-2018) : lancement d'une nouvelle marque dans le paysage bancaire suisse, constitution d'une équipe professionnelle et entrepreneuriale, ouverture de locaux à Genève et à Lausanne, acquisition d'une clientèle frontalière et suisse, développement d'une activité dédiée aux PME locales, constitution d'un portefeuille hypothécaire résidentiel, et finalement, atteinte de l'équilibre financier fin 2018. Fort de ces réussites, un second plan stratégique a été décidé pour la période 2019-2022. Nos ambitions restent élevées avec la volonté d'augmenter significativement notre positionnement sur le segment des frontaliers. Nous avons également la volonté d'accompagner un nombre toujours plus important de résidents suisses, que ce soit dans leurs besoins financiers au quotidien que dans leurs projets, notamment immobiliers. Nous souhaitons finalement renforcer notre présence auprès des PME de Suisse romande. Au global, ce ne sont donc pas moins de 25'000 clients que nous visons à l'horizon de 2023. Objectif ambitieux, qui sera certainement contrarié à court terme par la crise en cours, mais objectif qui reste structurant pour notre développement à venir.

Pour atteindre ces ambitions, nous avons fait le choix de faire évoluer notre environnement informatique et de migrer vers la solution Finnova opérée par Swisscom. Les travaux de basculement sur cette nouvelle plateforme sont en cours et une mise en production est prévue pour la fin de l'année 2020.

Rien ne sera également possible sans une équipe d'experts à l'écoute de leurs clients et de leurs besoins. Un vaste plan de recrutement a ainsi été initié en 2019 avec pour objectif d'atteindre une cinquantaine de collaborateurs d'ici fin 2022, contre une trentaine en 2019.

Ce second plan stratégique a donc été lancé en 2019 et les premiers résultats sont très encourageants : une progression de plus de 18% du nombre de clients, une activité commerciale toujours en forte croissance avec un portefeuille hypothécaire en hausse de CHF 108 millions (+18% sur un an) ou encore un niveau de dépôts clientèle qui atteint 30% des encours de crédit (20% à fin 2018). Cela se traduit dans les résultats de la Banque par un chiffre d'affaires en croissance de 18% sur un an et un résultat net positif à fin 2019 de près de CHF 0.7million.

La route est encore longue et sans doute semée d'embûches, la crise actuelle du Covid-19 en est un parfait exemple. Mais notre esprit entrepreneurial, notre agilité et notre motivation sont autant de facteurs nous poussant à croire que nous serons au rendez-vous en 2022.





Parlons de vous

Notre préoccupation première est d'être à l'écoute de nos clients, de leur faciliter la vie en leur proposant des produits et services simples mais répondant à leurs véritables besoins. Cet état d'esprit est celui de nos équipes qui ont à cœur de fournir un service de qualité à leurs clients. Les chiffres ne trompent pas : 82% de nos clients se disent prêts à recommander la Banque du Léman à un proche.

Et notre engagement ne s'arrête pas là. Nos clients ont exprimé la volonté d'avoir une banque engagée à leurs côtés au quotidien.

Nous les avons écoutés et œuvrons, à notre mesure, dans diverses causes auxquelles nous croyons : la préservation du lac Léman avec un partenariat avec l'Association de Sauvegarde du Léman (ASL), la prise de conscience des plus jeunes sur le besoin de préserver notre Terre, avec l'association OneAction qui intervient dans les écoles genevoises, mais aussi le soutien du projet fou mais ô combien entrepreneurial qu'est le projet de la Roesti team, composée du navigateur genevois Valentin Gauthier et du navigateur zurichois Simon Koster, qui ont réussi à se hisser à la 4ème place de la transat Jacques Vabre à bord de leur tout nouveau class40 le « Banque du Léman ».

Dans ce contexte si particulier, nous tenons à remercier chaleureusement l'ensemble de nos collaborateurs qui, malgré les contraintes auxquelles ils font face, œuvrent pour assurer la continuité de l'activité de la Banque et ainsi permettre à tous nos clients de continuer à bénéficier de leurs services jour après jour. Merci également à l'ensemble de nos clients pour la confiance et les encouragements sans cesse renouvelés, et à tous nos partenaires et fournisseurs sur qui nous pouvons compter.

Alain Denizot
Pascal Duchaine

2020, l'année du Covid-19

Depuis plusieurs mois déjà, beaucoup d'experts anticipaient la fin d'un cycle d'expansion économique avec des signes de plus en plus annonciateurs d'une possible récession : ralentissement de certaines économies dites locomotives, comme celle de la Chine ou des Etats-Unis, tensions commerciales récurrentes, Brexit. Le début de l'année 2020 leur donne finalement raison mais pour des causes que nul ne pouvait prédire. Après avoir progressivement paralysée la Chine, deuxième économie mondiale, pendant près de 4 mois, la progression du virus Covid-19 atteint maintenant tous les pays, créant une situation historique de ralentissement, pour ne pas dire quasi-arrêt, de l'économie mondiale. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan, mais les premiers constats peuvent être faits : les bourses mondiales ont connu plusieurs cracks successifs, les pires de leur histoire, revenant à des niveaux équivalents à la précédente crise financière de 2008 ; les banques centrales tentent de rassurer les acteurs économiques en proposant des plans d'urgence sans précédent, plans qui peinent à convaincre à court terme tant les impacts anticipés de la pandémie sur l'économie sont perçus comme majeurs ; certains secteurs et entreprises leader sont directement menacés : l'aéronautique, le secteur pétrolier, le tourisme, parmi tant d'autres.

Il est à ce jour difficile, sinon impossible, de prévoir l'évolution à court terme des principaux facteurs économiques, tant la situation est unique et sérieuse. Il est maintenant certain que la croissance mondiale sera négative pour 2020. Mais pour l'heure, l'urgence est d'endiguer cette crise sanitaire et de limiter, autant que possible, les catastrophes humaines. Viendra ensuite le temps de la reconstruction, avec la nécessité de repenser notre organisation actuelle, notre interdépendance, notre recherche permanente de croissance.



Bruno LAURENT

Directeur général adjoint

Directeur administratif et financier

Un marché immobilier suisse sous tension

Le marché immobilier suisse ne devrait pas échapper à la crise sanitaire en cours. Il est trop tôt pour évaluer les impacts. Néanmoins, si le secteur immobilier résidentiel pourrait être moins touché à court terme, l'immobilier commercial devrait souffrir de la baisse du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, mais également d'éventuelles faillites d'entreprises. Une baisse des loyers pourrait être envisagée au cours de l'année à venir provoquant une correction de la valeur de rendement des biens d'investissement.

Evolution des taux d'intérêts sur 2020

La Banque Nationale Suisse (BNS) est restée constante dans ses décisions et a conservé sa politique monétaire inchangée tout au long de l'année 2019. Son principal taux directeur est resté maintenu à -0.75%. Face à la crise du Covid-19, et alors que plusieurs banques centrales ont fait le choix de diminuer leur taux directeur pour soutenir l'économie en période de crise, la BNS a quant à elle, et pour le moment, fait le choix de ne pas décider de baisse, maintenant son principal taux directeur inchangé. Il est toutefois difficile d'anticiper les décisions futures, tant le contexte économique évolue rapidement. En tout état de cause, un premier relèvement des taux directeurs suisses semble improbable dans les 12 prochains mois.

Les taux à plus long terme connaissent quant à eux une volatilité nettement plus significative. Les taux longs se sont progressivement contractés en 2019, générant un aplatissement de la courbe CHF. Le taux CHF à 10 ans est ainsi passé de +0.20% fin 2018 à -0.17% fin 2019. Cette évolution s'est répercutée sur les taux hypothécaires proposés par les banques suisses. Un prêt à 10 ans pour l'acquisition d'un bien en Suisse pouvant se négocier sous la barre des 1.0% fin 2019. La tendance 2020 est à l'incertitude et à la nervosité. Après une chute drastique de la courbe en février (le taux CHF à 10 ans ayant atteint -0.60%), la situation s'est rétablie courant mars suite aux différentes annonces des banques centrales, pour retrouver une situation quasi-comparable à celle de fin 2019.

Courbe Swap CHF au 19 mars 2020



Source : Bloomberg

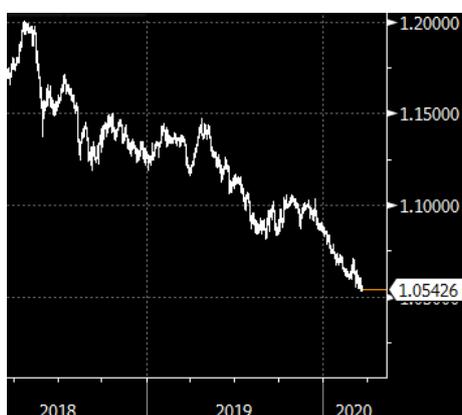
Dans ce contexte, il faut donc s'attendre à encore beaucoup de nervosité à court terme avec d'éventuelles répercussions sur les taux hypothécaires.



Evolution du franc suisse sur 2020

Depuis mi-2018, le franc suisse a entamé un constant renchérissement face à l'euro, passant de CHF 1.20 pour 1 EUR en avril 2018 à moins de CHF 1.06 pour 1 EUR en mars 2020.

Evolution de la courbe EUR/CHF d'avril 2018 à mars 2020.



Source : Bloomberg

Face aux différentes incertitudes économiques qui prédominent depuis 2018, le franc suisse a retrouvé un rôle de valeur refuge. Ceci est particulièrement vrai actuellement dans le cadre de la crise du Covid-19.

Face à cette flambée de la devise helvétique, la Banque nationale suisse rappelle constamment qu'elle considère la valeur de sa monnaie trop forte, mais ceci reste sans effet tangible. Son intervention a donc été nécessaire à plusieurs reprises pour tenter de maintenir le franc suisse à un niveau acceptable. C'est dans ce contexte que l'EUR/CHF a fluctué dans une fourchette de 1.08 à 1.10 une majeure partie de l'année 2019.

Néanmoins, la décision du Trésor américain de placer la Suisse sous surveillance et de l'inscrire sur la liste des pays potentiellement manipulateurs de devises, a réduit les marges de manœuvre de la BNS, laissant place à une nouvelle appréciation de la monnaie helvétique, appréciation renforcée dans un contexte de crise économique majeure.

Il est relativement difficile d'anticiper les évolutions du franc suisse dans les prochains mois. Il semble toutefois probable que la BNS ne laissera pas sa devise continuer à s'apprécier davantage, au risque de pénaliser une économie suisse qui aura déjà beaucoup à faire pour rebondir. Une dépréciation de la monnaie helvétique est également peu envisageable dans un contexte de forte tension économique. Il peut donc être fait l'hypothèse que la parité EUR/CHF devrait se stabiliser aux alentours de 1.03-1.08 tout au long de l'année 2020.

CHIFFRES CLEFS 2019 ET PERSPECTIVES 2020

Chiffres clés 2019

La Banque du Léman s'est dotée d'un nouveau plan stratégique pour les années 2019 à 2022. Accélération de la croissance du nombre de clients, diversification et rééquilibrage des sources de revenus, maintien d'une croissance maîtrisée du portefeuille de crédit, notamment hypothécaire résidentiel suisse, renforcement de la collecte clientèle, et plus globalement diversification des sources de refinancement, tels sont les grands enjeux de la Banque pour les années à venir.

L'année 2019 a donc été la première année de ce deuxième plan stratégique et les résultats obtenus sont plus qu'encourageants : avec près de 8'500 clients à fin 2019, la Banque continue à grandir et à s'affirmer sur le marché bancaire de Suisse romande, notamment auprès des frontaliers.

Cette croissance de la clientèle a permis à la Banque de renforcer la part de ses revenus de commissions bancaires qui s'établissent à fin 2019 à CHF 0.8 millions, en progression de 24% sur un an.

Très présente sur le marché des frontaliers, la Banque offre à cette clientèle une panoplie de produits et services leur permettant de gérer au mieux leur problématique de change. Cette activité est aujourd'hui un axe essentiel de développement pour la Banque et représente une source de revenus significative. A fin 2019, le résultat des opérations de négoce, très majoritairement composé des revenus générés sur les opérations de change, représente ainsi CHF 2.7 millions, soit une progression de 46% en comparaison avec le résultat 2018.

La Banque est par ailleurs toujours active sur le marché hypothécaire résidentiel, principalement en Suisse, mais, dans une moindre mesure, également en France. Au travers de son activité dédiée aux PME suisses, la Banque est également intervenue ponctuellement sur des opérations hypothécaires commerciales. Au global, le portefeuille de crédits hypothécaires a progressé de 18% en 2019 et atteint CHF 721 millions. Ce développement du crédit a été financé en partie grâce à un montant de dépôts de la clientèle qui s'inscrit en forte progression sur 2019 à CHF 223 millions, soit + 58% par rapport à fin 2018. Au global, l'activité bilancielle de la Banque a permis de générer une marge nette d'intérêt de CHF 9.9 millions. Le coût du risque de défaut reste quant à lui maîtrisé sur 2019, avec la reconnaissance d'une provision sur encours douteux de CHF 0.2 millions. Conformément à sa politique de prudence initiée depuis 2015, la Banque a reconnu en 2019 une provision additionnelle forfaitaire de CHF 0.3 millions sur encours sains. Au global, la provision inscrite au passif du bilan à fin 2019 s'établit à CHF 0.9 millions. Cette provision est actuellement comptabilisée comme une réserve latente conformément au principe de prudence reconnu en normes suisses.

Les charges d'exploitation ont progressé de 13% sur l'exercice pour atteindre CHF 11.2 millions, en ligne avec le budget. La hausse constatée s'explique majoritairement par des charges de personnel en nette hausse (+26%), conséquence de l'ambitieux plan de recrutement initié courant 2019.

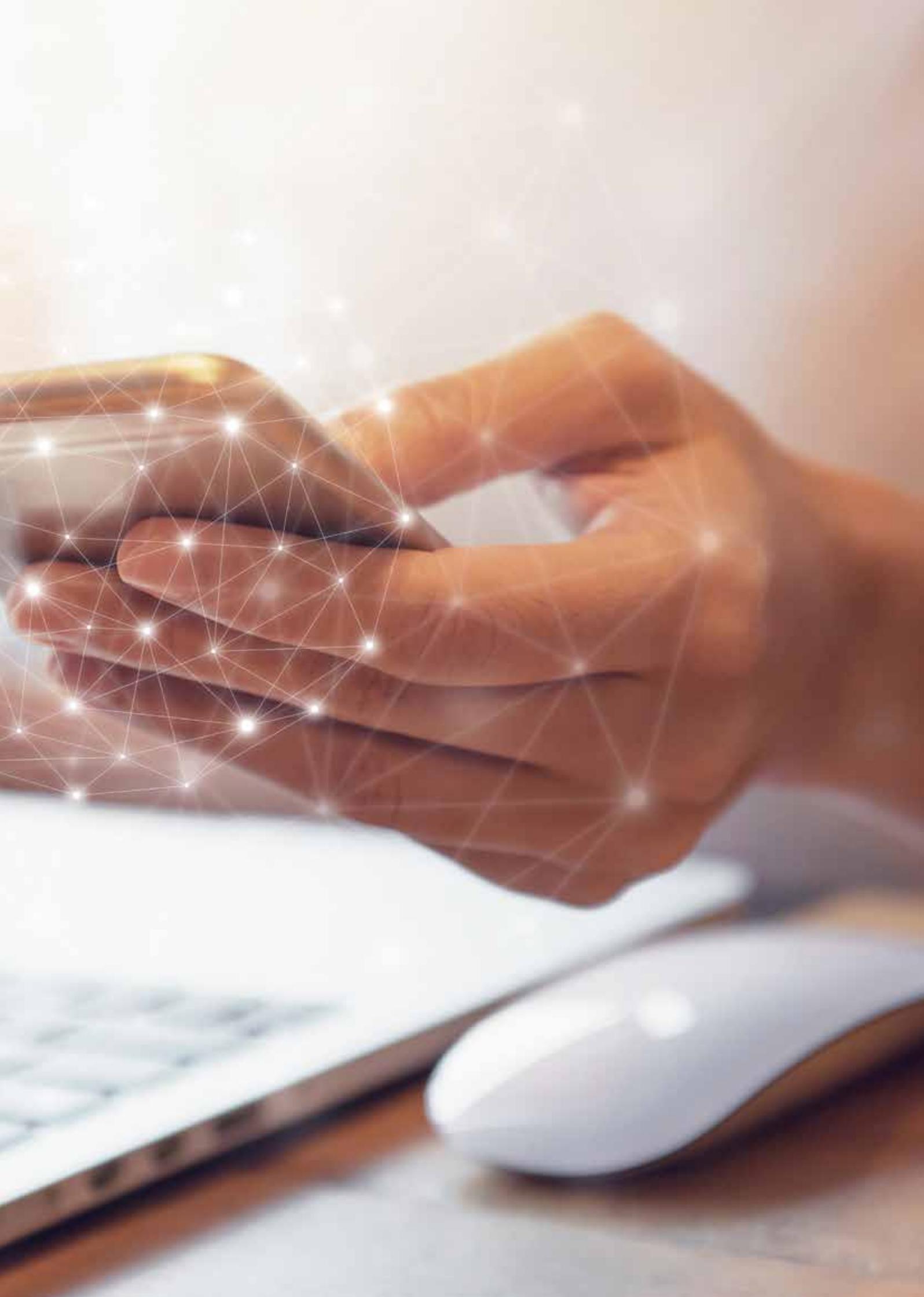
A fin 2019, la Banque du Léman bénéficie toujours de fonds propres largement excédentaires. Le ratio de capital de la Banque s'établit au 31 décembre 2019 à 20.4%.

Perspectives 2020

Les objectifs que la Banque s'est initialement fixés pour l'exercice 2020 sont ambitieux, dans la droite ligne du plan stratégique 2019-2022. Compte tenu de la situation liée au Covid-19, ces objectifs sont susceptibles d'être revus, l'activité de la Banque, mais surtout de toute l'économie, étant fortement perturbées depuis mars. A ce jour, il n'est pas encore possible d'estimer précisément l'impact qu'aura cette crise. L'objectif d'avoir 4'500 nouveaux clients pour 2020 sera difficilement atteignable si les conditions de confinement sont prolongées pendant de longues semaines. Cela impactera donc nécessairement le niveau des commissions bancaires budgétées. De même, l'activité d'octroi de crédits sera pénalisée. Le nombre de nouvelles demandes étant attendu en nette baisse à compter de mars et ce, pour une période indéterminée. Il est également possible dans ce contexte que le coût du risque puisse être revu à la hausse, conséquence de la dégradation générale de l'économie.

Si le développement commercial de la Banque sera certainement impacté en 2020 par les effets du Covid-19, la solidité financière et les fondamentaux de notre institution demeurent. Les revenus de la Banque du Léman sont majoritairement issus de son activité hypothécaire résidentielle, revenus récurrents et stables par nature. Les commissions bancaires reconnues sont principalement composées de frais mensuels de gestion de comptes ainsi que de commissions liées à l'activité de change. Ces frais sont étroitement liés au nombre de clients gérés par la Banque. Si l'acquisition de nouveaux clients devrait être inférieure aux attentes, la Banque estime toutefois que la qualité de son portefeuille clients est bonne et qu'il ne devrait pas y avoir un phénomène marqué d'attrition. La Banque peut bénéficier par ailleurs du soutien de sa maison-mère, la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes, et du groupe BPCE.

2020 sera également marquée par un important projet de migration informatique. Le Conseil d'administration de la Banque du Léman a considéré qu'un changement de plateforme informatique permettra à la Banque de mieux appréhender les objectifs de développement ambitieux et à long terme de ses activités de banque de détail. Ce changement permettra également d'offrir à la clientèle de la Banque des outils digitaux modernes et adaptés à leurs besoins. La migration sur la nouvelle plateforme est actuellement planifiée pour le 1er janvier 2021.



CONSEIL D'ADMINISTRATION



Alain DENIZOT
Président du Conseil



Benoît GENECAND
Vice Président
Membre indépendant



Hans ISLER
Membre Indépendant



Jean-Louis Hofbauer
Membre



Laurence DUMAZER
Membre



Jérôme BALLE
Membre



Didier BRUNO
Membre



ALAIN DENIZOT

FORMATION

- Institut des Hautes Etudes de droit rural et d'économie agricole
- Diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESC)
- Institut d'administration des entreprises (IAE)

PARCOURS PROFESSIONNEL

1986-1987 | Crédit du Nord
Opérateur de marché à la direction de la Trésorerie

1987-1989 | SG Warburg France – Bacot Allain

Arbitragiste sur les marchés de taux
1989-1990 | Société Marseillaise de Crédit

Sous-directeur de marché

1990-1992 | Caisse d'Epargne de Versailles

Responsable de la gestion financière

1992-2000 | Caisse d'Epargne Ile de France

Responsable puis Directeur de la gestion financière (1992-1995)

Membre du Directoire (1995-2000)

2000- 2003 | Caisse d'Epargne de Flandre

Directeur général, membre du Directoire

2003- 2007 | Ecureuil assurances IARD
Directeur général

2008- 2011 | Caisse d'Epargne Picardie
Président du Directoire

2011- 2017 | Caisse d'Epargne Nord France Europe

Président du Directoire

2017- 2018 | Caisse d'Epargne Hauts de France

Président du Directoire

2018- Actuel | Caisse d'Epargne Rhône-Alpes

Président du Directoire

MANDATS

- Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes
- Représentant permanent de la CERA, Gérant de : SCI DANS LA VILLE, SCI GARIBALDI OFFICE, SCI LAFAYETTE BUREAUX, SCI LE CIEL, SCI LE RELAIS
- Membre du Conseil de Surveillance : SA BPCE
- Membre du Comité des risques : SA BPCE
- Représentant permanent de la CERA au Conseil de Surveillance : GIE IT-CE
- Représentant permanent de la CERA au Conseil d'administration : IT CE, SA ERILIA, NATIXIS Factor, Fondation d'entreprise CERA, Fédération Nationale des Caisses d'Epargne
- Censeur de la CE HOLDING PARTICIPATIONS
- Président du Conseil d'administration de l'association le B612

BENOÎT GENECAND

FORMATION

- Université de Genève - Licence en sciences politiques. Mention HEI
- Swiss Banking School - Diplôme

PARCOURS PROFESSIONNEL

1986-1996 | UBS Genève et Zurich

Credit Officer et gestionnaire

1996-2007 | UBS Genève

Responsable Recovery Management

Chef de région - Clientèle

commerciale (2000-2002)

Chef de région (2002-2007)

2008-Actuel | Indépendant / Conseils

MANDATS

- Cerutti toitures SA : secrétaire du Conseil d'administration
- Serbeco SA : membre du Conseil d'administration
- Ecole Moser SA : membre du Conseil d'administration
- Dotbase SA : membre du Conseil d'administration
- Fondation Nicolas Bogueret : vice-président du Conseil



HANS ISLER

FORMATION

- Université de Saint-Gall - Master en sciences économiques
- Expert-comptable diplômé

PARCOURS PROFESSIONNEL

1978-1980 | Comité International de la Croix Rouge

1980-2002 | Arthur Andersen SA

Fonctions diverses, Associé et membre du conseil d'administration

2002-2011 | Ernst & Young SA

Associé et membre du conseil d'administration

2012- Actuel | Administrateur indépendant

MANDATS

- Vice-président du Conseil d'administration de Leonteq AG - Zurich
- Membre du Conseil d'administration, de Banque Pictet & Cie SA - Genève, Membre de l'organe de contrôle de Pictet & Cie Group SCA
- Président du Conseil d'administration de Banque Thaler SA - Genève
- Président du Conseil d'administration de Valcourt SA - Genève
- Membre du Conseil d'administration de MKS (Switzerland) SA et de PAMP SA - Castel-San-Pietro, et de MMTC-Pamp India Pvt. Ltd - Delhi
- Membre du Comité de finance de Médecins Sans Frontière Suisse - Genève
- Membre du Conseil de Fondation de la Cour d'Appel de Genève



LAURENCE DUMAZER



FORMATION

- Formation supérieure en micromécanique (BTS)

PARCOURS PROFESSIONNEL

1978-Actuel | DECO PREM
Gérante de l'entreprise

MANDATS

- Membre du Conseil du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes
- Présidente et administrateur de la Société Locale d'Epargne de la Banque de Développement Régionale de la Caisse d'Epargne
- Membre du Conseil d'administration, membre du bureau du Pôle de compétitivité Mont Blanc Industries
- Présidente SAS DECO PREM
- Co-gérante SCI Granit 74
- Co-gérante SCI Améthyste 74
- Directeur Général SAS DUJOURD'HUI PATRIMOINE

JEAN-LOUIS HOFBAUER

FORMATION

- BEP CAP de comptabilité
- Diverses formations administratives et financières

PARCOURS PROFESSIONNEL

1978 - 1983 | Bellemin-Noël Viandes

Employé de bureau

1983-1985 | D.I.G.

Analyste programmeur

1985-1993 | SOVIBER

Trésorier et comptable

1993-2013 | ROUTIN SA

Secrétaire général (1993-1996)

Directeur général adjoint en charge
des finances, RH et services généraux
(1996-2013)

2013-actuel | TRIALP

Directeur Général



MANDATS

- Membre du Conseil du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Président du comité des risques de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Membre du comité d'Audit de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Membre du comité de rémunération de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Président et administrateur de la Société Locale d'Epargne de Savoie de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Président du fonds de dotation du Chambéry Savoie Handbal.

JÉRÔME BALLE



FORMATION

- Ecole Supérieure de Gestion – Option Finance
- Faculté des sciences de Nice – Licence de biochimie

PARCOURS PROFESSIONNEL

1990-1994 | Mazars & Guerard

Chef de mission

1994-2000 | Banque Financement et Trésorerie

Responsable Contrôle de Gestion

2000-2003 | Banque Populaire Val de France

Responsable Contrôle de Gestion

2003-2008 | Caisse d'Epargne Lorraine
Directeur Financier

2008-2012 | Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche

Membre du Directoire

2012- Actuel | Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Membre du Directoire

DIDIER BRUNO

FORMATION

- Université Panthéon – Sorbonne – Maîtrise de sciences économiques
- Université Panthéon – Sorbonne – DESS de Banque et Finance

PARCOURS PROFESSIONNEL

1986-1990 | Banque du Bâtiment et des Travaux Publics Chargé d'affaires

1990-1992 | Crédit du Nord
Chargé d'affaires

1997-2000 | Banque Française du Commerce Extérieur (devenue Natixis)

Chargé d'affaires

1997-2012 | Natixis

Directeur de centre d'affaires (1997-2000)

Portfolio Manager (2000-2002)

Directeur régional (2002-2005)

Directeur Cash Management (2005-2006)

Directeur en charge de la ligne de métier cash management/gestion de trésorerie/trade et opérations de la clientèle (2006-2012)

2012- Actuel | Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Membre du Directoire



MANDATS

- Membre du Conseil de surveillance de SOCFIM
- Membre du Conseil de surveillance de Thônes Alpes PME Gestion
- Membre du Conseil de surveillance de la Société trois vallées
- Membre du Conseil de surveillance de SI Participations
- Membre du Conseil de surveillance de SI Associés

Fonction du Conseil d'Administration

	Conseil d'administration	Conseil d'audit	Comité de rémunération
Alain Denizot	Président		Membre
Benoît Genecand	Vice-Président		Président
Hans Isler	Membre	Président	
Laurence Dumazer	Membre		
Jérôme Ballet	Membre	Membre	
Didier Bruno	Membre		Membre

COMITÉ DE DIRECTION



Pascal DUCHAINE

Directeur général



Bruno LAURENT

Directeur général adjoint

Directeur administratif et financier



Philippe POYET

Directeur Commercial



Philippe BRUNIER

Directeur des opérations



PASCAL DUCHAINE

FORMATION

- Cycle Advanced Management Program B.P.C.E
- Cycle d'Études Supérieures des Affaires H.E.C
- Cycle d'Études Supérieures de Banque du C.F.P.B
- Ingénieur Université Technologie de Compiègne U.T.C

PARCOURS PROFESSIONNEL

2005-2009 | Caisse d'Épargne Lorraine Champagne Ardenne

Directeur du marché des entreprises, membre du comité de direction

2009-2018 | Caisse d'Épargne Rhône Alpes

Directeur du marché des entreprises, membre du comité exécutif (2009-2015)utif

2019- Actuel | Banque du Léman

Directeur général



BRUNO LAURENT

FORMATION

- Université Paris Dauphine Maîtrise de sciences de gestion
- Institut National des Télécommunications INT (Telecom Sud-Paris)
- Université Laval, Canada – MBA
- Expert-comptable diplômé

PARCOURS PROFESSIONNEL

2004-2010 Ernst & Young SA

De Junior à Manager

2010-2014 | Qatar National Bank, Genève

Directeur financier, risques et crédit

2014- Actuel | Banque du Léman

Directeur administratif et financier

Directeur général adjoint depuis 2015

PHILIPPE BRUNIER

FORMATION

- Université Lyon III - License Administration des Entreprises & Sociétés
- Université Lyon III - Maitrise Finance et Gestion de Portefeuille

PARCOURS PROFESSIONNEL

1985-1986 | Compagnie des Agence de Change (Lyon)

Informaticien

1986-2014 | Caisse d'Épargne Rhône Alpes

Développeur, Chef de Projet,

Directeur technique IT (1986-2004)

Directeur de la Sécurité et de la Continuité (2004-2012)

Directeur de Projets Système d'Information et Back-office (2012-2014)

2014- Actuel | Banque du Léman

Directeur des opérations



PHILIPPE POYET

FORMATION

- INSEEC Bordeaux, option Finances

PARCOURS PROFESSIONNEL

1993-2010 | CIC Lyonnaise de Banque

Responsable Marketing Régional (1993-1995)

Directeur de Clientèle Entreprises (1995-2000)

Directeur des Particuliers et Service Clientèle (2000-2002)

Directeur de Territoire Commercial (2002-2007)

Directeur de Succursale (2005-2007)

Directeur de Pole Grandes Entreprises (2007-2010)

2010-2015 | Caisse d'Épargne Rhône Alpes

Directeur Régional

2015-2020 | Banque du Léman

Directeur commercial





INDICATEURS FINANCIERS

Publication selon les prescriptions sur les fonds propres (Circulaire FINMA 2016/1 Publication – banques)

Position CHF 1'000	Valeur au 31/12/19	Valeur au 31/12/18
Fonds propres pris en compte (CHF)		
Fonds propres de base durs (CET1)	77'833	77'116
Fonds propres de base (T1)	77'833	77'116
Fonds propres totaux	78'763	77'796
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)		
RWA	387'125	326'288
Exigences minimales de fonds propres (CHF)	30'970	26'103
Ratios de fonds propres basés sur les risques (en % des RWA)		
Ratio CET1 (%)	20.1%	23.6%
Ratio de fonds propres de base (%)	20.1%	23.6%
Ratio des fonds propres globaux (%)	20.4%	23.8%
Exigences en volants en CET1 (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2,5 %	2,5 %
Volant de fonds propres anticyclique (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0,0%	0,0%
Volant de fonds propres supplémentaires en vertu du risque systémique international ou national (%)	0,0%	0,0%
Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2,5 %	2,5 %
CET1 disponibles afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales, et le cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	12,4%	15,8%
Ratios-cibles de fonds propres selon l'annexe 8 de l'OFR (en % des RWA)		
Volant de fonds propres des selon l'annexe 8 OFR	2,5%	2,5%
Volant anticyclique de fonds propres (art.44 et 44a OFR) (%)	1,3%	1,3%
Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8,3%	8,3%
Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	9,8%	9,8%
Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	11,8%	11,8%
Ratio de levier Bâle III		
Engagement global (CHF)	991'091	798'593
Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	7,9%	9,7%
Ratio de liquidité à court terme LCR		
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	42'271	8'294
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	18'726	6'773
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 4^{ème} trimestre	226%	122%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	14'265	8'294
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	9'983	5'734
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 3^{ème} trimestre	143%	155%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	18'323	10'516
Dénominateur de LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	13'719	4'954
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 2^{ème} trimestre	134%	212%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	15'376	13'824
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	11'541	6'656
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 1^{er} trimestre	133%	208%

ETATS FINANCIERS 2019

Bilan

au 31 décembre 2019

Actifs	Notes	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000			
Liquidités		86'463	21'445
Créances sur les banques		99'816	106'385
Créances sur la clientèle	6.1	44'786	39'313
Créances hypothécaires	6.1	720'501	611'918
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	6.2	239	859
Comptes de régularisation	6.3	861	612
Immobilisations corporelles	6.4	2'675	2'623
Autres actifs	6.5	19'762	5'798
Total actifs		975'103	788'953

Passifs et Fonds propres	Notes	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000			
Engagements envers les banques		640'715	561'457
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle		223'244	140'894
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	6.2	19'792	6'401
Obligations de caisse		10'014	-
Comptes de régularisation	6.3	1'612	2'316
Autres passifs	6.5	963	28
Provisions	6.7	930	680
Capitaux propres	6.8		
Capital social		106'000	106'000
Perte reportée		-28'823	-28'884
Bénéfice de l'exercice		656	61
Total des capitaux propres		77'833	77'177
Total passifs		975'103	788'953

Opérations hors bilan

au 31 décembre 2019

	Notes	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000			
Engagements irrévocables	6.1	16'119	17'730
Engagements conditionnels	7.1	3'746	1'293

Comptes de résultat

au 31 décembre 2019

	Notes	2019	2018
CHF 1'000			
Résultat des opérations d'intérêts			
Produit des intérêts et des escomptes		8'341	7'052
Charges d'intérêts	8.2	1'514	1'650
Résultat brut des opérations d'intérêts		9'855	8'702
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		-158	8
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts		9'697	8'710
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		29	27
Produit des commissions sur les opérations de crédit		162	135
Produit des commissions sur les autres prestations de service		995	787
Charges de commissions		-381	-298
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		805	651
Résultat des opérations de négoce	8.1	2'739	1'873
Charges d'exploitation			
Charges de personnel	8.3	-5'217	-4'146
Autres charges d'exploitation	8.4	-5'974	-5'720
Sous-total charges d'exploitation		-11'191	-9'866
Bénéfice Brut		2'050	1'369
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		-696	-829
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes		-250	-32
Résultat opérationnel		1'104	508
Produits extraordinaires		31	-
Impôts	8.5	-479	-448
Résultat de l'exercice		656	61
Bénéfice de l'exercice		656	61
Perte reportée		-28'823	-28'884
Perte au bilan		-28'167	-28'823
Répartition du bénéfice			
Perte reportée au début de l'exercice		-28'823	-28'884
Report à nouveau		656	61
Total		-28'167	-28'823

ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

au 31 décembre 2019

CHF 1'000

	Capital social	Pertes reportées	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2018	106'000	-28'823		77'177
Augmentation de capital	-	-	-	-
Bénéfice (+) / Perte (-) (résultat de la période)	-	-	656	656
Capitaux propres au 31.12.2019	106'000	-28'823	656	77'833



NOTE AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2019

1. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque du Léman (la «Banque»), société anonyme de droit suisse, est une banque de détail suisse, filiale à cent pour cent de la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, banque française membre du groupe BPCE. Son siège est situé à Genève, rue F. Bonivard 12. Elle offre une gamme complète de services de banque de détail.

Au 31 décembre 2019, la Banque avait 31.4 employés à plein temps (2018: 27).

2. Principes de comptabilisation et d'évaluation

2.1 Principes généraux

Les états financiers, la comptabilité et les comptes de la Banque sont élaborés en conformité avec le Code des obligations, la Loi fédérale sur les banques et son Ordonnance d'application, ainsi que selon les dispositions statutaires et les directives de la FINMA régissant l'établissement des compte (PCB, Circulaire 2015/01 Comptabilité – Banques).

Les comptes annuels ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

2.2 Saisie des opérations

Toutes les opérations menées jusqu'à la date d'établissement du bilan sont enregistrées et évaluées quotidiennement selon des principes reconnus. Les résultats de ces opérations figurent dans le compte de résultat.

Les opérations effectuées (y compris les opérations monétaires et les opérations sur titres au comptant) vont au bilan à la date de conclusion de l'opération (comptabilité à la date d'opération).

2.3 Délimitation dans le temps

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, ou qu'ils ou elles sont engagés, et enregistrés dans les comptes de l'exercice concerné, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement. Des comptes de régularisation sont utilisés pour garantir que les produits et charges correspondent à la période de comptabilisation pertinente.

2.4 Transactions en devises

Les opérations sur devises en cours de l'exercice sont converties au taux en vigueur au moment où l'opération est comptabilisée. Les gains et pertes découlant des opérations sur devises figurent dans le compte de résultat, sous le poste résultat des opérations de négoce, comme étant réalisés au cours de la période.

Les actifs et passifs en devises existant à la fin de l'exercice ont été convertis en francs suisses au taux de change de la devise à la fin de l'exercice, son effet étant aussi enregistré dans le résultat des opérations de négoce. Les taux de change utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères à la date de clôture sont les suivants :

	31.12.2019	31.12.2018
USD/CHF	0.9684	0.9840
GBP/CHF	1.2825	1.2543
EUR/CHF	1.0868	1.1267

2.5 Liquidités et créances sur les banques

Ces montants figurent au bilan à la valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des correctifs de valeur individuels pour créances compromises.

2.6 Prêts et avances à la clientèle

Les prêts et avances à la clientèle sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les créances douteuses sur la clientèle font l'objet d'une évaluation individuelle et le cas échéant d'un correctif de valeur individuel comptabilisé à la valeur nominale, qui est porté directement en déduction de cette rubrique, et qui équivaut à la partie de la créance qui n'est pas couverte par des sûretés, et ce dès l'instant où cette créance apparaît compromise.

2.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur prix de revient et sont amorties en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur une période correspondant à la durée de vie économique utile estimée des divers types d'actifs. Les durées de vie économique utile estimées sont les suivantes:

Mobilier	5 ans
Améliorations des locaux loués	10 ans
Logiciels et équipement informatique	3 ans
Frais de migration informatique	5 ans

Les valeurs comptables sont réexaminées à chaque date de clôture, en vue d'identifier un indicateur de dépréciation. Si une telle indication existe, la valeur utile de l'actif est estimée. Une perte sur dépréciation est enregistrée dans le compte de résultat chaque fois que les valeurs comptables dépassent les valeurs utiles.

Les coûts encourus auprès de tiers ainsi que les coûts humains engagés dans le processus de migration du système informatique de la Banque (migration du système Avaloq au système Finnova) ont été comptabilisés dans cette rubrique. Les coûts seront amortis dès l'exploitation opérationnelle de la plateforme, prévue à ce jour au 01.01.2021.

2.8 Engagements envers les banques et engagements résultants des dépôts avec la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

2.9 Provisions

Les risques potentiels identifiables et estimables existant à la date du bilan donnent lieu à des correctifs de valeur et provisions, déterminés sur une base prudente. Ces risques sont régulièrement examinés par le Comité de Direction. Si des correctifs de valeurs et provisions sont considérés nécessaires, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le risque est identifié. Les provisions peuvent comporter des réserves latentes.

2.10 Obligations de caisse

Les obligations de caisse émises par la Banque pour une durée de 3 mois sont portées au bilan à la valeur nominale.

2.11 Instruments financiers dérivés et valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés comprennent les options, les futurs et les swaps sur actions, indices boursiers, devises, matières premières et taux d'intérêt, forward rate agreements et contrats à terme sur devises, titres et matières premières.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés à leur juste valeur. La juste valeur représente le prix disponible sur un marché liquide et efficient ou le prix établi selon un modèle d'évaluation. La valeur de remplacement brute des contrats de dérivés reflète la juste valeur de toutes les opérations non dénouées à la date de clôture. La valeur de remplacement positive est inscrite à l'actif et la valeur de remplacement négative au passif.

Opérations de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise des instruments financiers dérivés pour la couverture du risque de taux d'intérêts. Par défaut, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont enregistrés sous «Résultat net des opérations de négoce». Si les instruments financiers dérivés sont mis en œuvre à des fins de couverture, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont alors enregistrés dans un compte de compensation au bilan pour autant qu'aucune adaptation de valeur de l'opération de base ne soit comptabilisée. Le solde du compte de compensation est présenté sous « Autres actifs » ou « Autres passifs ». A défaut, si une adaptation de valeur est saisie au niveau de l'instrument de base qui est couvert, la modification de la valeur de l'instrument de couverture est enregistrée dans la même rubrique du compte de résultat.

La Banque documente les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. La Banque vérifie périodiquement l'efficacité de la relation de couverture.

Quant aux valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés, elles sont calculées et comptabilisées pour prendre en compte le coût ou le gain qui résulterait d'une éventuelle défaillance de la contrepartie. Sont comptabilisées au bilan dans cette rubrique les valeurs de remplacement positives (à l'actif) et négatives (au passif) de l'ensemble des instruments financiers dérivés ouverts à la date du bilan résultant d'opérations pour propre compte et pour le compte de clients, et ce indépendamment du traitement par le compte de résultat.

2.12 Impôts

Les impôts usuels sur le revenu et le capital de la période correspondante sont déterminés conformément aux dispositions fiscales en vigueur. Les impôts impayés sont enregistrés comme une charge fiscale de la période comptable au cours de laquelle le profit correspondant a été dégagé ou le capital correspondant existait. Ils figurent au passif du bilan sous «Compte de régularisation». Aucun impôt différé n'est reconnu.

2.13 Engagements conditionnels et engagements irrévocables

Ces opérations sont enregistrées dans le hors bilan à leur valeur nominale.

3. Principes de gestion du risque

La limitation et la gestion des risques font partie des priorités des organes de la Banque. Ils ont mis en place une organisation afin d'identifier, mesurer, gérer, contrôler et surveiller les risques. Les principaux éléments de la gestion des risques sont :

- une politique de risque globale,
- l'application de principes reconnus pour la mesure et gestion des risques,
- la définition de différentes limites de risques accompagnées d'une surveillance et d'un reporting correspondants,
- l'assurance d'un reporting ponctuel et global sur tous les risques.

La gestion des risques se fonde sur la politique générale de risque de la Banque et l'ensemble des politiques et procédures mises en place. Les politiques de risque sont réexaminées périodiquement par la Direction et approuvées par le Comité d'audit et le Conseil d'administration. Le Comité de Direction, le Comité d'audit et le Conseil d'administration procèdent trimestriellement à une évaluation formelle du risque.

Le Conseil d'administration a la responsabilité finale de la gestion des risques au sein de la Banque. Le respect des politiques et procédures s'appuie sur des examens périodiques effectués par les contrôleurs internes et externes. Les résultats de ces examens sont discutés avec la Direction et des résumés en sont présentés au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

L'objectif consiste à s'assurer que tous les risques associés aux activités bancaires sont identifiés, évalués et contrôlés correctement et ponctuellement. La Banque attache une grande importance à la force et à la qualité des ressources humaines, des systèmes informatiques, de l'infrastructure et de la culture du risque de l'entreprise, afin d'assurer un processus de gestion du risque sain et efficace.

Des limites spécifiques sont attribuées aux différents types de risques et le respect de ces limites est contrôlé régulièrement.

Un suivi régulier de la situation et des performances financières, des modifications réglementaires et des questions de risque global permet au Comité de Direction d'être tenu régulièrement au courant de la situation financière de la Banque, de sa liquidité et de ses résultats.

En termes de structure d'organisation, la Banque a trois niveaux de gestion du risque / de responsabilité de contrôle du risque:

1. Orientation et supervision générales, effectuées par le Conseil d'administration, qui est responsable de la détermination de la politique générale du risque et de la stratégie de gestion du risque (vision du risque, appétit pour le risque, normes de contrôle du risque).
2. Direction et supervision du risque par le Comité de Direction (formulation et mise en œuvre des stratégies de gestion du risque).
3. Contrôle du risque, principalement par le Département du risque, sous la responsabilité du Directeur administratif et financier.

3.1 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un client ou qu'une contrepartie d'un actif financier ne remplisse pas ses obligations contractuelles et cause une perte financière à la Banque. Il découle principalement des prêts et avances de la Banque, des sommes dues par des banques et des placements financiers. Le risque de crédit comprend le risque de défaut, le risque de transfert, le risque pays et la concentration excessive de l'exposition.

Le risque de défaut est contrôlé par des enquêtes strictes sur les contreparties et par la garantie que toutes les expositions significatives sont couvertes par une garantie adéquate.

Avance à la clientèle

Structure d'autorisations

La Banque a mis en place une structure d'autorisations et de limites d'approbation et de renouvellement des facilités de crédit dépendante de différentes variables de risque. Dans le cadre d'octroi de crédits hypothécaires, la Banque respecte notamment les principes édictés par l'Association Suisse des Banques dans sa Directive relative à l'examen, l'évaluation, et le traitement des crédits garantis par gage immobilier. Le comité de crédit de la Banque examine les demandes et autorise les opérations en fonction des délégations ainsi que de la politique définie.

Montant et taux d'avance

Le montant des prêts est fonction de la capacité du client à assumer le service de la dette et de la valeur des gages retenue par la Banque.

Garanties

La Banque atténue le risque de crédit en obtenant des garanties réelles sous forme de garanties hypothécaires ou d'actifs escomptables placés à la Banque. Si elle juge la solidité financière d'un emprunteur excellente, elle peut lui octroyer un prêt en blanc.

Dans le cadre de son activité de crédit hypothécaire et selon la valeur de la garantie prise, la Banque recourt notamment à des experts immobiliers externes afin d'obtenir ou mettre à jour la valeur des biens pris en garantie.

Suivi

Les crédits - y compris la valeur des garanties - font l'objet d'un suivi régulier et, lorsqu'un problème est identifié, la Banque prend des mesures de correction

Exposition envers les banques

Dans le cas de contreparties bancaires et similaires, le risque de crédit est géré en fixant des limites de trésorerie, de positions nostro, de garanties, de devises. Ces limites sont vérifiées régulièrement.

Les risques de crédit envers les établissements bancaires ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité apparaît établie. Une revue régulière de la qualité de ces contreparties et des limites mises en place est effectuée.

Au 31 décembre 2019, l'exposition de la Banque envers des contreparties bancaires peut se résumer comme suit :

Contrepartie notée AA/Aa/Aa* :	kCHF 67
Contrepartie notée A/A/A* :	kCHF 99'749

** Selon notation Standard & Poor's / Moody's / Fitch*



3.2 Risques de marché

Le risque de marché est le risque que les produits de la Banque et/ou la valeur d'un instrument financier fluctuent en raison de changements dans les prix du marché tels que les taux d'intérêt, les taux de change des devises et les prix de marché des actions.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité ou de financement est le risque que la Banque rencontre des difficultés à remplir les obligations associées à des engagements financiers.

Les risques de liquidité sont contrôlés conformément aux exigences réglementaires. La Banque conserve en permanence des liquidités suffisantes. De plus, elle pourrait compter sur le soutien de sa maison-mère, et plus largement du Groupe BPCE, en cas de nécessité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt provient des instruments financiers portant intérêt et reflète la possibilité que les taux d'intérêt affectent négativement la valeur des instruments financiers et du produit correspondant. L'exposition aux risques de taux provient de la non-symétrie des échéances de taux et des volumes actifs avec les refinancements passifs. Ces asymétries sont à l'origine de ce risque et provoquent des effets sur les produits des intérêts ainsi que sur la valorisation des fonds propres de la Banque.

Les positions bancaires sans échéance de taux fixe ou à vue sont modélisées afin de répliquer au mieux la réalité des changements de taux effectués lors de mouvements de taux sur les marchés. Ces modèles sont revus périodiquement et adaptés aux conditions de marché si nécessaire.

La politique de risques de taux est approuvée par le Conseil d'administration qui en délègue le contrôle opérationnel à la Direction de la Banque. Conformément aux prescriptions légales, l'effet sur les revenus (à court terme) et l'effet sur la valeur (à long terme) d'une fluctuation des taux d'intérêt font l'objet de limites internes définies par le Conseil d'administration et gérés opérationnellement par la Direction de la Banque. La Banque veille à une concordance des échéances entre prêts et emprunts et gère les éventuelles impasses de taux en recourant notamment à des instruments financiers dérivés. Au 31 décembre 2019, CHF 497'000k de contrats de swaps de taux ont ainsi été souscrits.

Risque de changement de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque

Des simulations statiques et dynamiques sont effectuées afin de surveiller les risques de valeur sur les fonds propres et de revenus sur la marge d'intérêts en fonction de différents scénarios de taux (stress tests).

Au 31 décembre 2019, en cas de variation de la courbe des taux d'intérêt, la valeur de marché des fonds propres de la Banque varierait entre - kCHF 8'811 (en cas de hausse parallèle des taux de 150 points de base) et + kCHF 10'678 (en cas de baisse parallèle des taux de 150 points de base). Selon les mêmes scénarios, l'impact sur les revenus serait respectivement de - kCHF 3'028 et +kCHF 2'993.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de modifications des taux de change ; il découle des instruments financiers libellés dans une devise étrangère. La monnaie de référence de la Banque est le franc suisse.

Le risque de change est contrôlé par l'utilisation de limites d'exposition journalières et par un examen quotidien de la position de change pour chaque devise. L'objectif global est de réduire l'exposition aux devises à un minimum.

3.3 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est celui d'une perte directe ou indirecte découlant d'une grande variété de causes liées aux processus risques de crédit et de marché. Les risques opérationnels découlent de toute l'activité de la Banque et tous les départements y sont confrontés. La Banque cherche à gérer le risque opérationnel de manière à équilibrer la prévention de pertes financières et de dommages à la réputation de la Banque et le rapport coût-efficacité global. Ces risques sont traités au moyen d'un ensemble de politiques et de procédures mises en place pour identifier, évaluer, suivre, contrôler, gérer et rendre compte des risques. Si nécessaire, le risque est atténué par une assurance.

3.4 Risques compliance

Le risque de non-conformité (compliance) correspond au risque de sanction légale et réglementaire ainsi qu'au risque de pertes financières ou d'atteinte à la réputation de la Banque qui pourraient découler d'un manquement au respect des prescriptions, normes et règles en vigueur. Le département Conformité a pour objectif de préserver la réputation de la banque et de s'assurer qu'elle respecte en tout temps la législation en vigueur.

Pour se faire, le département assure une veille réglementaire, notamment pour tout ce qui est lié aux activités transfrontalières et à la fiscalité (y compris internationale) et vérifie que les directives et règlements internes sont bien en ligne avec ces dispositions. La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales et la vigilance quant au risque de fraude font également partie des priorités du département.

4. Politique d'affaires en matière d'instruments financiers dérivés et de comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés par la Banque dans le cadre de la gestion de ses risques ALM.

Conformément à sa politique en matière de gestion des risques ALM, la Banque limite son exposition au risque de taux d'intérêt en recourant notamment à des instruments financiers dérivés de type IRS (Interest Rate Swap) ou Swaptions, ceci afin de réduire les éventuelles impasses de taux d'intérêts générées par l'activité de crédit à la clientèle et son refinancement sur le marché.

L'efficacité des couvertures est mesurée initialement lors de chaque réalisation d'opérations de couverture et est revue annuellement. L'efficacité est réalisée en comparant le résultat estimé qui sera dégagé par l'instrument de couverture avec celui du sous-jacent. Les opérations ne remplissant plus ou seulement partiellement leur fonction de couverture sont assimilées, pour leur fraction inefficace, à des opérations de négoce et traitées comme telles. Un suivi strict des positions est réalisé par le département Risques de la Banque afin de s'assurer de l'efficacité de la couverture. Le résultat de la couverture est discuté trimestriellement au sein du Comité ALM.

5. Externalisation

La Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire, ainsi que ses activités de back office, à la société Avaloq Sourcing (Switzerland & Liechtenstein) SA (ex B-Source SA), en Suisse, qui est la principale société d'externalisation de ces services pour les banques sur le marché suisse.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés via des rapports de résultats de qualité fréquents, élaborés par Avaloq Sourcing (Switzerland & Liechtenstein) SA, ainsi que via un suivi de la Banque.

6. Informations relatives au bilan

6.1 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

Prêts (avant compensation avec les corrections de valeurs)

CHF 1'000	Nature des couvertures			Total
	Couverture hypothécaire	Autres couvertures	Sans couverture	
Créances sur la clientèle	5'751	16'719	22'554	45'024
Créances hypothécaires	720'501			720'501
- immeubles d'habitation	668'222	-	-	668'222
- immeubles commerciaux	52'279	-	-	52'279
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)	726'252	16'719	22'554	765'525
<i>Année précédente</i>	616'211	17'742	17'371	651'324
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)	762'252	16'719	22'316	765'287
<i>Année précédente</i>	616'211	17'742	17'278	651'231

Hors bilan

CHF 1'000				
Engagements conditionnels	-	736	3'010	3'746
Engagements irrévocables*	-	3	16'116	16'119
Total du hors bilan	-	739	19'126	19'865
<i>Année précédente</i>		328	18'695	19'023

* inclus kCHF 15'211 d'engagements vis-à-vis de la clientèle et kCHF 908 de garantie des dépôts

Créances compromises

CHF 1'000	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
Total créances compromises	251	13	238	238
<i>Année précédente</i>	93	-	93	93

6.2 Présentation des instruments financiers dérivés

Instruments financiers dérivés

CHF 1'000	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
Instrument de taux						
Swaps	-	-	-	46	19'792	497'000
Devises/métaux précieux						
Contrats à terme	193	-	9'781	-	-	-
Total	193	-	9'781	46	19'792	497'000
<i>Année précédente</i>	180	1	6'838	679	6'401	407'000

Répartition selon les contreparties

CHF 1'000	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positive	-	46	193
Valeurs de remplacement négative	-	19'792	0

6.3 Comptes de régularisation

La Banque a reconnu en 2019 des revenus d'intérêts sur les engagements envers les banques en raison de taux d'intérêts négatifs. Les intérêts négatifs dus mais non encore échus au 31 décembre 2019 sont comptabilisés dans les comptes de régularisation passif. Il en résulte les positions suivantes au 31 décembre 2019 :

Comptes de régularisation actif	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Créances rattachées intérêts positifs	524	470
Autres	337	142
Total	861	612

Comptes de régularisation passif	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Dettes rattachées - intérêts positifs	819	465
Dettes rattachées - intérêts négatifs	-840	-667
Autres charges à payer	1'633	2'518
Passifs divers	-	-
Total	1'612	2'316



6.4 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amort. cumulés	Valeur comptable au 31.12.2018	Invest. / Désinvest. en 2019	Amort. en 2019	Valeur comptable au 31.12.2019
CHF 1'000						
Amélioration des locaux loués	3'525	1'482	2'043	3	353	1'693
Mobilier	442	334	108	73	57	124
Equipeement informatique	152	150	2	21	6	17
Logiciels	5'579	5'131	448	135	257	326
Migration informatique	-	-	-	515	-	515
Logiciels développés en interne	797	774	23	-	23	-
Total immo. corporelles	10'495	7'871	2'624	747	696	2'675

Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2019 : kCHF 2'990 (dont avec échéance inférieure à un an : kCHF 1'033) dont :

- Loyers d'exploitation : kCHF 2'697 (dont kCHF 869 à moins d'un an)
- Location de véhicules : kCHF 77 (dont kCHF 56 à moins d'un an)
- Location matériel informatique : kCHF 217 (dont kCHF 108 à moins d'un an)

Les coûts de migration informatique correspondent aux coûts encourus auprès de tiers ainsi que les coûts humains engagés dans le processus de migration du système informatique de la Banque (migration du système Avaloq au système Finnova).

6.5 Répartition des autres actifs et autres passifs

Autres actifs	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Compte de compensation	19'522	5'721
Actifs divers	16	77
Total	19'538	5'798

Autres passifs	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Impôts indirects	9	28
Passifs divers	954	-
Total	963	28

6.6 Indications relatives à la situation économique des institutions de prévoyance

La Banque du Léman est affiliée à la Fondation collective LPP de la fondation Avena, fondation BCV 2ème pilier, depuis avril 2014.

La Banque possède deux plans de pension à prestation déterminées (2ème pilier) fourni par la Fondation Avena, fondation BCV 2ème pilier, le premier assurant les employés de la Banque, le second assurant les membres de la Direction. Ces plans de pension sont structurés en tant que Fondations LPP collectives et les prestations sont les suivantes:

- Risque - décès, incapacité, vieillesse
- Epargne retraite

Le taux estimé de couverture de ces plans était au 31.12.2019 de 110% (2018 : 104%)

	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Engagements envers les propres institutions de prévoyance	-	4

Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance.

	Excédent / Insuffisance de couverture	Part économique de la Banque		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente (avantage/ engagement économique)	Cotisation Payée	Charges de prévoyances dans les charges de personnel	
	31/12/2019	31/12/2019	31/12/2018		2019	2019	2018
CHF 1'000							
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-		604	378	337

6.7 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Solde 31.12.2018	Utilisation conforme au but	Reclassi- cation	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelle provision à la charge des comptes de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Solde 31.12.2019
CHF 1'000								
Autres provisions	680	-	-	-	-	363	113	930
Total	680	-	-	-	-	363	113	930
Total provisions	680	-	-	-	-	363	113	930
Correction de valeur pour risques de défaillance et risque-pays	93	13	-	-	-	158	-	238
Dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	93	13	-	-	-	158	-	238

Pour la couverture du risque latent des portefeuilles de crédits hypothécaires et de créances sur la clientèle, une provision spécifique a été constituée. Concernant le portefeuille de crédits hypothécaires, la provision est de CHF 710k à fin 2019 (2018 : CHF 518k) et a été définie sur la base d'un taux de défaut appliqué au montant des créances non couvertes après prise en compte d'un scénario de fortes tensions baissières sur le marché hypothécaire résidentiel suisse. Concernant le portefeuille des créances sur la clientèle, la provision est de CHF 220k (2018 : CHF 162k).

Ces provisions sont actuellement considérées comme des réserves latentes

6.8 Capital social

Capital social	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes
CHF 1'000						
Capital social	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000
Total	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000
<i>dont capital non libéré</i>	-	-	-	-	-	-

6.9 Créances et engagements envers des parties liées

Les conditions de taux d'intérêt appliquées aux créances et engagements envers les parties liées sont conformes aux pratiques de marché.

CHF 1'000	Créances		Engagements	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Participants qualifiés	65'997	100'975	570'718	515'549
Sociétés du groupe	25'814	1'942	16'494	4'098
Affaires d'organes	480	480	509	320
Total	92'291	103'397	587'722	519'967

6.10 Participants significatifs

Propriétaires significatifs de capital et groupes de propriétaires de capital liés par des conventions de vote

CHF 1'000	31.12.2019		31.12.2018	
	Nominal	Participation	Nominal	Participation
Caisse d'Epargne Rhône Alpes	106'000	100%	106'000	100%

La Caisse d'Epargne Rhône Alpes est détenue par 13 Sociétés Locales d'Epargne françaises, dont 4 détiennent une participation qualifiée (SLE de Lyon, Région grenobloise, Beaujolais Val de Saône et Haute-Savoie).

6.11 Structure des échéances des instruments financiers

Actifs / Instruments financiers	A vue	Dénonçable	Jusqu'à 3 mois	De 3 à 12 mois	de 12 mois à 5 ans	Plus de 5 ans	Immobilisés	Total
CHF 1'000								
Liquidités	86'463	-	-	-	-	-	-	86'463
Créances sur les banques	99'816	-	-	-	-	-	-	99'816
Créances sur la clientèle	251	6'092	797	321	25'393	11'932	-	44'786
Créances hypothécaires	-	51'042	870	9'032	86'404	573'153	-	720'501
Valeur de remplacement positive d'instruments financiers	239	-	-	-	-	-	-	239
Total	186'769	57'134	1'667	9'353	111'797	585'085	-	951'805
<i>Année précédente</i>	<i>129'556</i>	<i>28'407</i>	<i>2'486</i>	<i>25'427</i>	<i>76'477</i>	<i>517'567</i>	<i>-</i>	<i>779'920</i>

Fonds étrangers / instruments financiers

CHF 1'000								
Engagements envers les banques	4'933	-	134'393	205'589	192'800	103'000	-	640'715
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle	182'496	-	7'691	18'950	1'107	13'000	-	223'244
Valeur de remplacement négative d'instruments financiers	19'792	-	-	-	-	-	-	19'792
Obligations de caisse	-	-	10'014	-	-	-	-	10'014
Total	207'221	-	152'098	224'539	193'907	116'000	-	893'765
<i>Année précédente</i>	<i>134'513</i>	<i>-</i>	<i>113'420</i>	<i>241'509</i>	<i>125'310</i>	<i>94'000</i>	<i>-</i>	<i>708'752</i>

6.12 Répartition des actifs et passifs entre la suisse et l'étranger

Répartition des actifs et passifs selon le domicile du débiteur / créancier

Actifs	31.12.2019		31.12.2018	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Liquidités	81'335	5'129	20'040	1'405
Créances sur les banques	8'575	91'241	4'231	102'154
Créances sur la clientèle	40'885	3'901	34'953	4'360
Créances hypothécaires	674'641	45'860	582'525	29'393
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	-	239	-	859
Compte de régularisation	694	166	472	140
Immobilisations corporelles	2'675	-	2'623	-
Autres actifs	1'581	18'181	5'798	-
Total actifs	810'386	164'717	650'642	138'311

Passifs	31.12.2019		31.12.2018	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Engagements envers les banques	73'219	567'496	46'835	514'622
Engagement résultant des dépôts avec la clientèle	159'488	63'756	95'439	45'455
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	19'792	-	6'401
Obligations de caisse	10'014	-	-	-
Comptes de régularisation	1'527	85	2'983	-667
Autres passifs	963	-	28	-
Provisions	930	-	680	-
Capitaux propres				
Capital social	106'000	-	106'000	-
Perte reportée	-28'823	-	-28'884	-
Bénéfice de l'exercice	656	-	61	-
Total des capitaux propres	77'833		77'177	
Total passifs	323'974	651'129	223'142	565'811

6.13 Répartition du total des actifs par pays ou par groupes de pays (principe du domicile)

Actifs CHF 1'000	31.12.2019		31.12.2018	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Suisse	810'386	83.1%	650'642	92.0%
France	159'586	16.4%	136'906	7.6%
Autres	5'132	0,5%	1'405	0.3%
Total	975'103	100.0%	788'953	100,0%

6.14 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

Actifs CHF 1'000	Notation Moody's	31.12.2019		31.12.2018	
		Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
	Aaa	5'131	3%	1'406	92%
	Aa2	155'973	97%	140'173	8%
	Autres	1	0%	1	0%
Total		161'105	100%	141'579	100%



6.15 Répartition des actifs et passifs selon les monnaies les plus importantes

Actifs

CHF 1'000	CHF	EUR	Autres	Total
Liquidités	81'236	5'227	-	86'463
Créances sur les banques	27'962	69'948	1'906	99'816
Créances sur les clients	37'654	7'132	-	44'786
Créances hypothécaires	703'568	16'933	-	720'501
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	239	-	-	239
Compte de régularisation	835	26	-	861
Immobilisations corporelles	2'675	-	-	2'675
Autres actifs	19'762	-	-	19'762
Total des actifs bilantaires	873'931	99'266	1'906	975'103
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme, et en options sur devises	9'000	-	-	9'000
Total	882'931	99'266	1'906	984'103

Passifs

CHF 1'000	CHF	EUR	Autres	Total
Engagements envers les banques	578'583	62'132	-	640'715
Engagement résultant des dépôts de la clientèle	196'632	25'173	1'439	223'244
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	19'792	-	-	19'792
Obligations de caisse	10'014			10'014
Comptes de régularisation	1'603	9	-	1'612
Autres passifs	39	725	199	963
Provisions	930		-	930
Capital social	106'000	-	-	106'000
Bénéfice reporté/perte reportée	-28'823	-	-	-28'823
Bénéfice/perte (résultat de la période)	656	-	-	656
Total des passifs bilantaires	885'426	88'039	1'638	975'103
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en option sur devise	-	9'781	-	9'781
Total	885'426	97'820	1'638	984'884

Position nette par devise

CHF 1'000	CHF	EUR	Autres
	-2'495	1'446	268

7. Informations relatives au hors-bilan

7.1 Engagements conditionnels

	31.12.2019	31.12.2018
CHF 1'000		
Engagements de couverture de crédit et similaires	3'746	1'293
Total	3'746	1'293

8. Informations relatives au compte de résultat

8.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

Résultat de négoce provenant des:	2019	2018
CHF 1'000		
Devises	2'739	1'873
Total	2'739	1'873

8.2 Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique Produits des intérêts et des escomptes ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Pour l'exercice 2019, la Banque a reconnu KCHF 2'034 (KCHF 1'932 en 2018) d'intérêts négatifs sur les opérations de refinancement.

Ces intérêts négatifs ont été comptabilisés en revenu dans le compte « charges d'intérêts ».

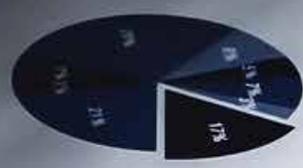
8.3 Répartition des charges de personnel

Répartition des charges de personnel	2019	2018
CHF 1'000		
Salaires et indemnités	4'323	3'350
Charges sociales	379	342
Contributions aux institutions de prévoyance	378	338
Autres frais de personnel	137	116
Total des charges de personnel	5'217	4'146



FINANCIAL

FOR THE YEAR 2023. Compare your Budget for each category to the Amount by Category with Budget. Your comparison on the Dashboard does not see how your actual spending compares to your budget.



SUMMARY BY CATEGORY

Category	Budget	Actual	Difference
Food	\$200.00	\$90.00	\$110.00
Medical	\$200.00	\$20.00	\$180.00
Travel	\$200.00	\$205.75	\$14.25
Other	\$200.00	\$250.00	\$50.00
Subtotal	\$100.00	\$55.00	\$45.00
Total	\$200.00	\$80.00	\$220.00
Subtotal	\$300.00	\$50.00	\$250.00
Total	\$200.00	\$100.00	\$100.00
Subtotal	\$200.00	\$40.00	\$160.00
Total	\$1200.00	\$1200.25	\$997.25

8.4 Répartition des charges d'exploitation

Répartition des charges d'exploitation	2019	2018
CHF 1'000		
Externalisation de services (informatique et back-office)	3'075	2'611
Frais de communication et publicité	591	533
Coût des locaux	920	824
Frais d'administration et de consultation	198	206
Frais d'audit externe (audit financier et prudentiel)	221	222
Frais et taxes d'augmentation de capital	22	439
Autres charges d'exploitation	947	886
Total des charges d'exploitation	5'974	5'720

8.5 Impôts

Impôts	2019	2018
CHF 1'000		
Charges relatives aux impôts courants	479	448
Charges relatives aux impôts latents	-	-
Total des impôts	479	448
Taux d'imposition moyen	N/A	N/A

Au 31.12.2019, la Banque, ayant des pertes reportables déductibles au titre de l'exercice en cours, ne paie pas d'impôts sur le bénéfice. La totalité de la charge d'impôts 2019 correspond à l'impôt sur le capital.

Au 31.12.2019, la Banque bénéficie encore de kCHF 28'167 de pertes reportables.

9. Evénements significatifs survenus après la date du bilan

L'apparition de l'épidémie du virus Covid-19 en Chine, sa propagation en Europe et dans d'autres pays, ainsi que la quarantaine et d'autres efforts pour contenir l'épidémie semblent avoir un effet économique négatif. Les incidences futures de l'épidémie du Covid-19 sont incertaines pour le moment et les implications ne peuvent être quantifiées. Une augmentation significative du nombre d'infections au Covid-19 ou une prolongation de l'épidémie pourrait nuire à la croissance économique, affecter des industries ou des pays spécifiques, y compris la Suisse, et affecter la résilience opérationnelle. Chacun de ces développements peut affecter nos activités ou nos résultats financiers.



Ernst & Young SA
Route de Chancy 59
Case postale
CH-1213 Genève

Téléphone +41 58 286 56 56
Téléfax +41 58 286 56 57
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Banque du Léman SA, Genève

Genève, le 2 avril 2020

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque du Léman SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Didier Müller
(Qualified
Signature)
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Beatrice Groppelli
(Qualified
Signature)
Experte-réviseur agréée

Annexes

- ▶ Comptes annuels (bilan, compte de résultat, état des capitaux propres et annexe)
- ▶ Proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan

www.banqueduleman.ch
Avril 2020

Siège / Corporate

Rue F.-Bonivard 12 - CP 1236 - 1211 Genève 1
Siège Tél. +41 (0)22 775 07 77
Corporate Tél. +41(0)22 775 07 41

Genève

Rue des Alpes 11
CP 1236 - 1211 Genève 1
Tél. +41 (0)22 775 07 75

Lausanne

Place St François 5
1003 Lausanne
Tél. +41 (0)21 785 07 80